

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉFACE</b> .....	7
<b>ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES</b> .....	13
<b>SOMMAIRE</b> .....	17
<b>INTRODUCTION</b> .....	19

### PREMIÈRE PARTIE

#### LE DROIT DE L'ACCÈS AUX SUPPORTS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

<b>TITRE I - L'octroi d'un accès aux supports de communications électroniques</b> .....	33
<b>Chapitre I - L'accès octroyé aux infrastructures</b> .....	35
Section I - L'ouverture à la concurrence .....	35
I. La libéralisation européenne des télécommunications.....	35
A. L'amorce de la libéralisation .....	35
B. L'État français à contre-courant .....	38
II. Le contrôle de l'État sur la concurrence.....	42
A. Le contrôle étatique sur France Télécom .....	42
B. L'installation de l'État régulateur.....	45
Section II - La promotion de la concurrence par les infrastructures .....	50
I. Les obligations d'interconnexion .....	52
A. L'émergence des obligations d'interconnexion.....	53
B. La mise en œuvre des obligations d'interconnexion .....	57
II. L'accès aux infrastructures essentielles .....	59
A. Les infrastructures de radiodiffusion .....	61
B. Les infrastructures filaires .....	65
<b>Chapitre II - L'accès octroyé au spectre radioélectrique</b> .....	71
Section I - Le contrôle de l'État sur le spectre radioélectrique.....	73
I. La communication audiovisuelle soumise à conciliation.....	73
II. L'inscription des fréquences radioélectriques dans le domaine public.....	76
Section II - L'autorisation d'exploiter les fréquences radioélectriques.....	81
I. L'attribution des autorisations de diffusion de services audiovisuels.....	82
A. Les aboutissements du régime développé à l'ère analogique.....	82
B. La conversion numérique de la communication audiovisuelle .....	85
II. L'attribution des autorisations en matière de communication mobile.....	93

A. L'attribution des autorisations .....	93
B. La cession des autorisations .....	99
<b>Conclusion du Titre I</b> .....	102
<b>TITRE II - Le partage de l'accès aux supports de communications électroniques</b> .....	103
<b>Chapitre I - Le partage de l'accès aux infrastructures</b> .....	105
Section I - Les formes existantes du partage d'infrastructures .....	105
I. Le partage d'infrastructures de communications mobiles .....	105
A. L'impulsion européenne donnée au partage d'infrastructures de communications mobiles .....	106
B. L'intégration française du partage d'infrastructures de communications mobiles .....	109
II. Le partage d'infrastructures liées à la fibre optique .....	112
A. Le maintien de l'intensité concurrentielle lors du passage à la fibre optique .....	112
B. Les conditions de la mutualisation .....	116
1. La localisation du point de mutualisation .....	116
2. L'accès mutualisé à la fibre optique .....	118
Section II - Le partage des infrastructures séparées de l'opérateur historique .....	120
I. Les voies divergentes de la séparation dans l'Union européenne .....	121
A. Les prédéterminations au traitement de la question de la séparation .....	121
B. Les premières expériences nationales de séparation .....	124
II. La consécration européenne de la séparation fonctionnelle .....	125
A. L'intégration de la séparation dans le paquet télécom .....	126
B. L'éventuel partage du génie civil lié à la fibre optique .....	129
<b>Chapitre II - Le partage de l'accès au spectre radioélectrique</b> .....	135
Section I - La rareté reconsidérée .....	136
I. La contestation d'une gestion centralisée du spectre .....	136
A. La rareté, fondement d'une gestion décentralisée du spectre .....	136
B. Les enchères, première ouverture à la gestion du spectre par le marché .....	139
II. Le dépassement de la rareté du spectre .....	142
A. Une rareté contingente .....	142
B. L'expérience du dépassement de la rareté .....	145
Section II - Le partage encouragé .....	148
I. L'ouverture du spectre par la FCC .....	149
II. L'usage collectif des ondes au sein de l'Union européenne .....	152
A. La volonté européenne d'optimisation de la gestion du spectre radioélectrique .....	154
B. Les perspectives européennes d'optimisation du spectre par le partage .....	156
<b>Conclusion du Titre II</b> .....	163
<b>Conclusion de la Première partie</b> .....	164

## SECONDE PARTIE

### LE DROIT DE L'ACCÈS AUX SERVICES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

<b>TITRE I - La garantie d'un accès aux services de communications électroniques</b> .....	169
<b>Chapitre I - L'accès aux services minimaux garanti par le service universel</b> .....	171
Section I - Le champ du service universel .....	171
I. Un champ d'obligations historiquement déterminé .....	171
A. Les origines du service universel dans la libéralisation .....	171
B. Le service universel intégré au paquet télécom .....	175
II. Un champ évolutif .....	177
A. L'étendue variable des obligations de service universel .....	178
B. La pertinence du service universel en question .....	182
Section II - La mise en œuvre des obligations de service universel .....	184
I. La désignation des opérateurs en charge du service universel .....	184
II. Les mécanismes de financement du service universel .....	188
<b>Chapitre II - L'accès aux services évolués garanti par une intervention publique diversifiée</b> .....	193
Section I - Le financement public de l'accès aux services à haut et très haut débits .....	194
I. L'absence d'aide d'État .....	195
A. L'intervention des collectivités locales françaises .....	196
B. L'aval de l'Union européenne .....	199
II. La conformité des aides d'État .....	202
A. L'article 107, paragraphe 3, TFUE .....	202
B. L'article 106, paragraphe 2, TFUE .....	205
Section II - L'administration des prix de l'interconnexion mobile .....	208
I. La terminaison d'appel mobile .....	208
II. L'itinérance mobile européenne .....	214
<b>Conclusion du Titre I</b> .....	220
<b>TITRE II - La structuration de l'offre d'accès aux services de communications électroniques</b> .....	223
<b>Chapitre I - L'empêchement des cloisonnements verticaux</b> .....	225
Section I - Les relations d'exclusivité .....	226
I. Le cas de la distribution des terminaux mobiles .....	227
II. Le cas de l'accès aux services audiovisuels .....	232
A. Le recours au droit de la consommation .....	232
B. Le recours au droit de la concurrence .....	235
Section II - La protection de l'interopérabilité .....	240
I. Les fondements de l'interopérabilité .....	241
A. Le e-gouvernement européen, laboratoire de l'interopérabilité ..	241
B. L'encadrement de l'interopérabilité .....	244

1. Le recours au droit de la concurrence .....	245
2. Le développement d'un droit spécial .....	248
II. Les palliatifs à l'absence d'interopérabilité.....	253
<b>Chapitre II - La préservation de la neutralité de l'Internet .....</b>	<b>259</b>
Section I - L'émergence du débat sur la neutralité de l'Internet aux États-Unis .....	261
I. Les dynamiques en présence .....	261
A. Neutralité de l'Internet et des réseaux .....	261
B. L'atteinte à la neutralité de l'Internet, expression d'une défaillance concurrentielle.....	265
II. La préservation de la neutralité de l'Internet par la FCC .....	266
A. La compétence de la FCC mise en cause .....	267
B. La persistance d'une action en faveur de la neutralité remise en cause .....	270
Section II - La réponse européenne à la question de la neutralité de l'Internet.....	273
I. Les dispositions prises en faveur de la neutralité de l'Internet .....	274
A. L'expression d'un attachement européen à la neutralité de l'Internet .....	274
B. Le débat en suspens sur une protection spécifique de la neutralité de l'Internet .....	278
II. La déclinaison française du débat sur la neutralité de l'Internet.....	282
A. Les bribes préexistantes de neutralité.....	283
B. L'amorce d'une action normative.....	285
<b>Conclusion du Titre II</b> .....	<b>293</b>
 <b>Conclusion de la Seconde partie</b> .....	<b>294</b>
 <b>CONCLUSION GÉNÉRALE</b> .....	<b>295</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE</b> .....	<b>299</b>
<b>INDEX</b> .....	<b>353</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	<b>357</b>